

Clé : Politique provinciale

Les Québécois croient-ils aux promesses électorales?

François Pétry, professeur contractuel, Département de science politique, Université Laval

Dominic Duval, doctorant, Département de science politique, Université Laval

Chapeau à venir en v2

Ce que pensent les Québécois de la réalisation des engagements pris par leurs dirigeants politiques a longtemps été un mystère. Grâce au polimètre, une application en ligne qui analyse les promesses des partis politiques québécois et fédéraux, nous pouvons maintenant poser un diagnostic sur la capacité des Québécois à jauger si leurs dirigeants politiques tiennent ou non leurs promesses.

Les données présentées dans cet article proviennent d'une enquête en ligne réalisée pour l'équipe du polimètre au lendemain de l'élection de 2014 par la firme VoxPop auprès de plus de 11 000 Québécois en âge de voter.¹ L'enquête demandait aux répondants de déclarer si, à leur avis, le gouvernement de Pauline Marois, élu minoritaire en 2012, avait tenu entièrement ou en partie les six promesses ci-dessous, ou s'il les avait rompues. Les indécis pouvaient aussi déclarer qu'ils ne connaissaient pas la réponse. Les évaluations des répondants ont ensuite été comparées aux verdicts d'experts du polimètre Marois.²

¹ Pour un compte-rendu détaillé, voir François Pétry et Dominic Duval, « How accurate are voters' evaluations of pledge fulfillment? A comparative analysis of Quebec » présentation au congrès annuel de l'American Political Science Association, San Francisco, 2-5 septembre 2015.

² Les verdicts du polimètre Marois sont archivés par le projet poltext <https://www.poltext.org/fr/polimetre/marois>. Une liste des promesses tenues par le gouvernement de Pauline Marois, sensiblement différente de celle du polimètre, est accessible sur le site du parti québécois http://pq.org/nos_realisations/

- Offrir un crédit d'impôt aux familles qui inscrivent leurs enfants à l'apprentissage des arts. Cette promesse a été tenue dans le budget 2013-2014.
- Limiter le don annuel d'un électeur à un parti politique à 100\$. Cette promesse a été réalisée par le projet de loi 2 du 9 décembre 2012 modifiant la Loi électorale.
- Abolir la hausse des frais de scolarité. Cette promesse a été tenue dès l'élection du gouvernement de Pauline Marois.
- Créer une assurance autonomie afin d'augmenter les services aux aînés en perte d'autonomie. Le projet de loi sur l'assurance autonomie présenté à l'Assemblée nationale par le Ministre de la Santé en décembre 2013 n'a pas été adopté. La promesse a donc été rompue.
- Interdire le recours aux écoles passerelles afin d'accéder à l'école publique de langue anglaise. Il n'y a eu aucune action gouvernementale à ce sujet. Cette promesse a donc été rompue.
- Interdire au personnel de l'État le port de symboles religieux ostentatoires. Le projet de loi sur la Charte affirmant les valeurs de laïcité et de neutralité religieuse de l'État présenté à l'Assemblée nationale en novembre 2013 n'a pas été adopté. La promesse est donc rompue.

Promesses tenues, promesses rompues?

Les Québécois perçoivent-ils ces promesses comme tenues ou rompues ? Première constat : il y a une grande variation dans l'exactitude des évaluations de la population. Seulement deux promesses sur six sont évaluées correctement par une majorité de répondants : celle de limiter le don annuel à un parti politique, jugée tenue (correctement) par 68 % des répondants, et celle d'interdire les symboles religieux, jugée rompue (correctement) par 57 % des répondants.

Pour les quatre autres promesses, les pourcentages d'évaluations justes sont en dessous de 50%. Soulignons le faible pourcentage de seulement 17 % pour les promesses visant le crédit

d'impôt et le gel des droits de scolarité, des sujets pourtant assez largement dans l'espace public.

Les Québécois souvent indécis

Deuxième constat : le taux de répondants qui s'abstiennent d'évaluer les promesses varie fortement. Par exemple, dans le cas du gel des droits de scolarité, un faible 6 % des répondants se sont abstenus. Les Québécois hésitent un peu plus à évaluer les promesses d'interdire les symboles religieux (11 %) et de limiter le don annuel à un parti (18 %). Ils hésitent beaucoup plus quand vient le moment d'évaluer les promesses d'introduire une assurance autonomie et d'interdire les écoles passerelles (37 % d'indécis dans les deux cas) et sur la promesse d'établir un crédit d'impôt (62 % d'indécis).

D'ailleurs, le taux d'indécis est lié à l'exactitude des évaluations. Les trois promesses que les Québécois hésitent à évaluer (taux d'indécis élevés) donnent lieu à des évaluations incorrectes. À l'opposé, les deux promesses qu'une majorité de Québécois évaluent correctement ont des taux d'indécision faibles. Ce lien s'explique en grande partie par la variation dans la couverture médiatique des promesses.—Les promesses sur lesquelles les Québécois n'hésitent pas à se prononcer et qu'ils évaluent correctement ont été sujettes à une intense couverture médiatique pendant et après la campagne électorale de 2012. Par exemple, la promesse d'interdire de porter des symboles religieux ostentatoires a occupé le devant de la scène politique pendant une bonne partie du mandat de Pauline Marois, tout comme la promesse de limiter les dons aux candidats. Ces deux promesses ont été évaluées correctement par une majorité de Québécois.

À ce propos, le fait que seulement 17 % des Québécois évaluent correctement la promesse de geler les droits de scolarité est une anomalie. En effet, cette promesse a été l'objet d'une intense couverture médiatique. L'anomalie reflète la confusion entourant le verbe « geler » que le public tend à interpréter de manière littérale, alors que dans l'esprit du parti québécois, le gel s'accompagne d'une augmentation annuelle reflétant l'augmentation du coût de la vie.

À l'inverse, les Québécois hésitent à évaluer et ont tendance à évaluer incorrectement les promesses qui n'ont pas été au centre des débats publics. C'est le cas de la promesse d'offrir un crédit d'impôt sur laquelle pas moins de 62 % des Québécois refusent de se prononcer.

Biais de négativité

Troisième constat : dans l'ensemble, les Québécois sous-estiment le degré de réalisation des promesses par rapport au verdict des experts. En moyenne, et en faisant abstraction des indécis, les répondants déclarent que 29 % des promesses sont rompues, que 20 % sont tenues en partie et que 22 % sont entièrement tenues, alors que selon les experts, il y a un nombre égal de promesses rompues et de promesses tenues dans l'échantillon à l'étude. La sous-estimation de la réalisation des promesses des partis au Québec suit une tendance déjà observée en Grande Bretagne, en Suède et en Irlande à évaluer la réalisation des promesses de manière plus négative que les verdicts des experts.³ Toutefois, soulignons que dans deux cas, celui de l'assurance autonomie et celui des écoles passerelles, les répondants évaluent la réalisation de la promesse de manière plus positive que le verdict des experts.

Les Québécois sont-ils capables de jauger si leurs dirigeants élus tiennent leurs promesses? Cette question est au centre du débat sur la gouvernance démocratique : la meilleure façon de s'assurer qu'un parti remplisse les promesses sur lesquelles il a été élu est de surveiller qu'il mène les politiques qui coïncident avec ses promesses. Cette surveillance donne en théorie un levier crédible aux électeurs s'ils souhaitent pénaliser, à la prochaine élection, un parti qui ne tiendrait pas ses promesses. En réalité, les résultats sont plutôt mitigés. D'un côté, l'analyse montre que les Québécois semblent capables jusqu'à un certain point de jauger si leurs dirigeants politiques tiennent leurs promesses. Elle montre aussi que la capacité de jugement des Québécois ne varie pas au hasard; d'une part, elle dépend du contenu des promesses et,

³ Voir François Pétry, "Les citoyens surveillants de l'État démocratique?" In Jean Crête (ed.) *Les Surveillants de l'État démocratique*. Québec, Presses de l'Université Laval (2014).

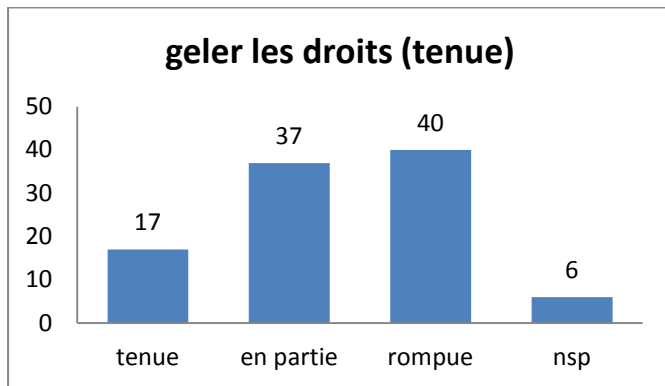
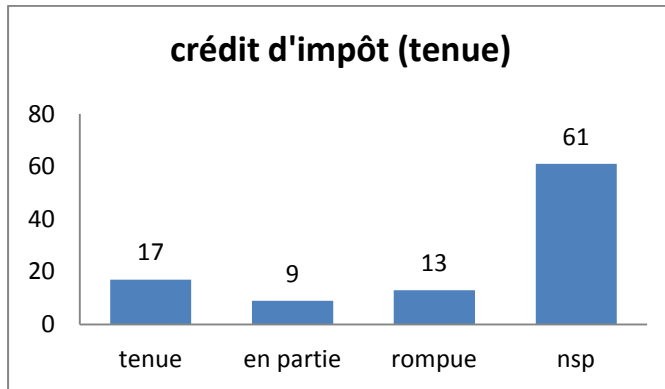
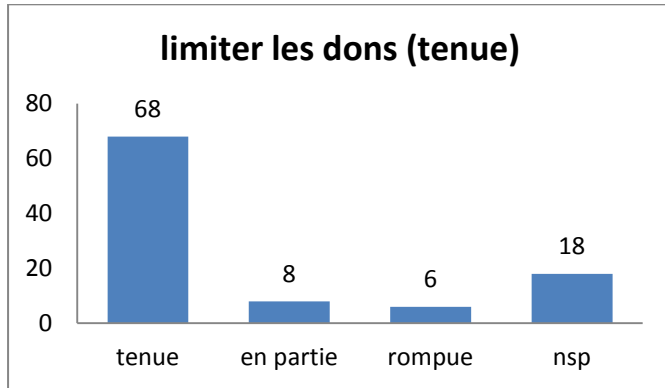
d'autre part, de certaines caractéristiques individuelles des répondants (voir l'encadré), ce qui est logique.

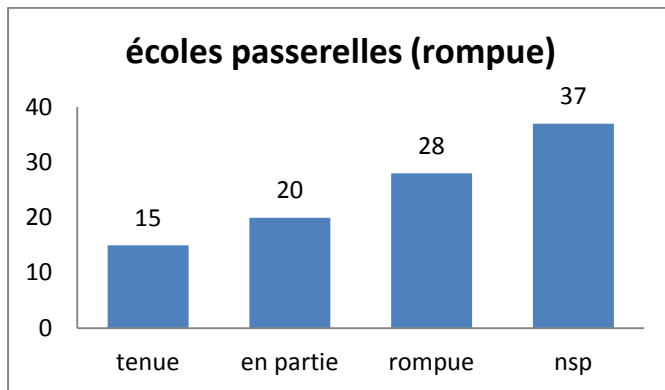
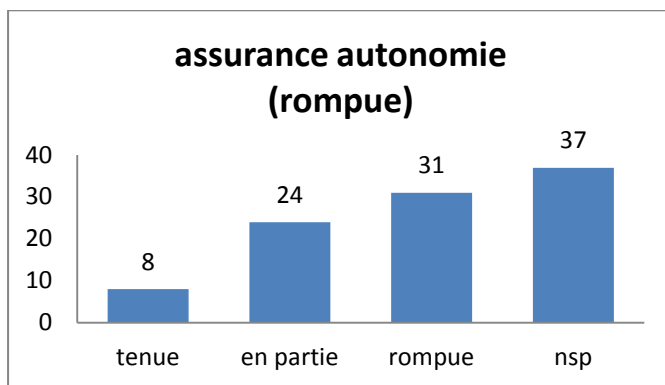
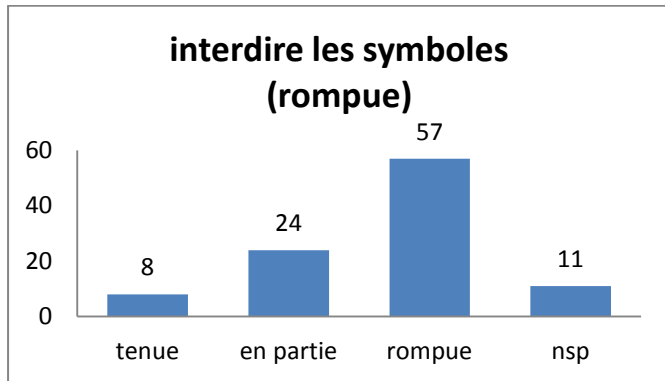
D'un autre côté, les Québécois font souvent des évaluations incorrectes, ils font preuve d'une grande indécision, et plus il y a d'indécis, plus l'évaluation risque d'être incorrecte. Ils sous-estiment plus souvent le niveau de réalisations des promesses que l'inverse. Ce phénomène révèle la présence d'un stéréotype du « politicien menteur » dans le jugement des Québécois.

À ce propos, il convient de noter que les experts et les citoyens utilisent des critères différents pour juger si les dirigeants politiques tiennent leurs promesses. Les experts concentrent leurs analyses sur un corpus défini d'informations rattachées à des promesses spécifiques. Cela leur permet d'établir des distinctions précises sur la nature, l'objectif et le niveau d'accomplissement de promesses électorales spécifiques.

À l'opposé, les citoyens possèdent rarement l'information et l'expérience des enjeux nécessaires pour établir des distinctions fines sur ce que les partis promettent, et à quel moment une promesse peut être jugée réalisée. Dès lors, ils font appel à des raccourcis d'information pour parvenir à interpréter et évaluer l'état de réalisation des promesses plutôt qu'à l'information politique limitée dont ils disposent.⁴ L'utilisation de ces raccourcis d'information permet parfois aux citoyens de jauger correctement le niveau de réalisation des promesses des partis, mais pas toujours. Pour tenter de combler cette lacune, le polimètre cherche à améliorer l'accès et la qualité des informations dont disposent les citoyens et les journalistes sur les promesses électorales et leur réalisation telle que diagnostiquée par les experts.

⁴ Prendre un raccourci d'information consiste à utiliser de l'information facilement accessible (ou même ses émotions) pour compenser l'information qu'on n'a pas afin d'arriver à un jugement politique. Les citoyens utilisent par exemple leur niveau de confiance envers un parti politique comme raccourci d'information pour évaluer sa capacité à tenir ses promesses : un parti dans lequel on a confiance est perçu comme tenant mieux ses promesses qu'un parti dans lequel on n'a pas confiance.





Encadré – Qu’est-ce qui influence la capacité du public à jauger si les partis tiennent ou non leurs promesses ?

Notre analyse statistique montre que les répondants plus âgés, masculins, éduqués, et dont la langue maternelle est le français évaluent plus exactement l'état de réalisation des promesses du parti québécois que les répondants jeunes, femmes, moins éduqués et dont la langue maternelle n'est pas le français. Une plus grande exposition aux médias est aussi associée à des évaluations plus justes.

Aussi, les répondants qui possèdent une expérience personnelle des enjeux sur lesquels portent les promesses tendent à donner des réponses correctes plus souvent. Par exemple, les parents d'enfants de 15 ans et moins évaluent mieux la réalisation de la promesse d'offrir un crédit d'impôt aux familles, et les répondants qui ont fait un don politique dans les cinq dernières années évaluent plus exactement la promesse de limiter les dons aux partis politiques.

Enfin, l'identification partisane des répondants joue aussi un rôle : les répondants qui soutiennent le parti québécois évaluent plus exactement la réalisation des promesses du gouvernement Marois que ceux qui soutiennent le parti libéral. Une explication possible est que, dans l'ensemble, les répondants ont une meilleure connaissance des promesses du parti qu'ils soutiennent que des partis qu'ils ne soutiennent pas.

**

Copié de la dernière édition de l'EDQ

Encadré

Qu'est-ce que le polimètre?

Le polimètre est une application en ligne permettant de suivre à la trace les promesses des partis politiques aux élections québécoises et fédérales. La mise à jour est faite chaque mois par une équipe de veille composée de chercheurs, d'assistants et de stagiaires hébergés par le Centre d'analyse des politiques publiques de l'Université Laval. Les membres de l'équipe sont politiquement indépendants. Le projet est financé par une subvention du Fonds de

recherche du Québec – Société et culture.

Pour suivre le polimètre Couillard: www.poltext.org/fr/polimetre-couillard.